

Commune de Bussy-le-Château

Plan Local d'Urbanisme



Arrêtés préfectoraux réglementant le bruit
aux abords du tracé des autoroutes et des voies ferrées

"Vu pour être annexé à la délibération du 19/12/2007
approuvant les dispositions du Plan Local d'Urbanisme
mis en révision."

Fait à Bussy-le-Château,
Le Maire,



ACTE REÇU LE

17 AVR. 2008

PREFECTURE DE LA MARNE
D. R. C. L.

ARRETE LE : 09/01/2007
APPROUVE LE : 19/12/2007

Etude réalisée par :



Environnement Conseil
Urbanisme Environnement Communication

61 chemin du Barrage 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE
Tél. : 03.26.64.05.01 Fax : 03.26.64.73.32
environnement.conseil@wanadoo.fr

24 JUIL. 2001

Arrêté préfectoral
réglementant le bruit aux abords du tracé des autoroutes

Le préfet
de la région Champagne-Ardenne,
préfet du département de la Marne,
Chevalier de la légion d'honneur

Vu

- le code de l'environnement et notamment l'article L 571-10,
- le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,
- la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment l'article 14,
- le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements,
- le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,
- l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,
- l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,
- l'avis du comité de pilotage réuni le 2 juillet 1999,
- l'avis des communes suite à leur consultation en date du 15 décembre 1999.

ARRETE

Article 1.

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Marne aux abords du tracé des autoroutes mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur le plan joint en annexe.

Article 2.

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'autoroutes mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons.

- 3 -

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
		Débutant	Finissant			
Autoroute A 26 partie Nord du département y compris le noeud autoroutier A 4/A 26	Cauroy-les-Hermonville Champigny Cormicy Courcy Loivre Merly Ormes Reims St Thierry Thillois	Limite avec le département de l'Aisne	Raccordement avec l'Autoroute A 4 à l'Ouest de Reims	1	300 m	Tissu ouvert
Autoroute A 26 partie Sud du département y compris le noeud autoroutier A 4/A 26	Breuvy-sur-Cooile Bussy-Létrée Cheniers Compertrix Cooles Dommarin-Létrée Ecury-sur-Cooile Fagnières Les Grandes Loges Juvigny Nuisement-sur-Cooile Rey St Gribien Sommesous Villers-le-Château Vraux	Raccordement avec l'Autoroute A 4 aux Grandes Loges	Limite avec le département de l'Aube	1	300 m	Tissu ouvert
Autoroute A 34 actuelle et en projet y compris le noeud autoroutier de Cormontreuil A 4/A 34	Caurel Cernay-les-Reims Cormontreuil Isles-sur-Sulpe Lavannes Pomacle Reims Warmeriville Vitry-les-Reims	Limite avec le département des Ardennes	Raccordement avec l'Autoroute A 4 à Cormontreuil	2	250 m	Tissu ouvert
Projet de contournement Sud de Reims y compris les 2 noeuds autoroutiers avec A 4 et la bretelle d'échange avec la RN 51	Bezannes Champfleury Champigny Cormontreuil Gueux Les Mesneux Ormes Reims Taisy Thillois Tinquex Trois-Puits Villers-aux-Neuets Virgny	Raccordement avec l'Autoroute A 4 à l'Ouest de Reims	Raccordement avec l'Autoroute A 4 au Sud-Est de Reims	1	300 m	Tissu ouvert

Remarque : Les bretelles des échangeurs d'accès ou de sortie des autoroutes qui sont classées au maximum en catégorie 3, n'ont pas été répertoriées car leur secteur de nuisances qui ne dépasse pas 100 m, est inclus dans le secteur de nuisances de l'autoroute.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus comptée de part et d'autre de l'autoroute (existante ou en projet) à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche.

- 2 -

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
		Débutant	Finissant			
Autoroute A 4	Champvoisy Passy-Grigny St Gemme	Limite avec le département de l'Aisne à Champvoisy	Limite avec le département de l'Aisne à St Gemme	1	300 m	Tissu ouvert
Autoroute A 4	Aougny Ayers Auvre Beaumont-sur-Vesle Billy-le-Grand Bouleuse Braux-Sainte-Cohière Bussy-le-Château Champigny Cormontreuil Courtales Cuperly Dampierre-au-Temple Dommarin-Dampierre Germigny Gizaucourt Guéux Janvry Juvigny La Chapelle La Croix-en-Champagne La Veuve Lagny L'Épine Les Grandes Loges Les Petites Loges Lherly Livry-Louvercy Mery-Prémecy Ormes Poilly Puisieux Reims Romigny St Brice-Courcelles St Etienne-au-Temple St Remy-sur-Bussy Ste Martheville Sept-Saulx Sillery Taisy Thillois Tilloy-et-Bellay Tinquex Tramery Val de Vesle Valmy Vaudemanges Verrières Verzenay Villers-Marmery Virgny	Limite avec le département de l'Aisne à Aougny	Limite avec le département de la Meuse	1	300 m	Tissu ouvert

- 4 -

Les niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 "Cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de 5 mètres au-dessus du plan de roulement et à une distance de l'infrastructure de 10 mètres, augmentés de 3 dB (A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. Cette distance de 10 mètres est mesurée à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Article 3.

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique minimum est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4.

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la construction des bâtiments inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2, lorsque la méthode détaillée est utilisée, sont :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB (A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB (A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

1. Un isolement de 47 dB(A) est admis en cas de porte de communication.

2. A l'exception de la salle d'exercice attachée à la salle de repos.

3. A l'exception de la cuisine ouverte sur la salle à manger.

Article 3

L'isolement des parois horizontales, y compris les revêtements de sol, et des parois verticales doit être tel que le niveau de pression acoustique normalisé $L_{p,n}$ du bruit perçu dans les locaux de réception situés dans le tableau de l'article 2 ne dépasse pas 67 décibels (A), lorsque des impacts sont produits sur le sol des locaux normalement accessibles, extérieurs au local de réception considéré, par la machine à choc normalisée décrite dans la norme NF S 31-032.

En outre, une étude spécifique est obligatoire lorsque le local d'émission est une salle de sport ou un atelier conçu à un local de réception quel qu'il soit, sauf s'il s'agit d'un atelier, d'une salle à manger ou d'un local d'activités pratiques. Cette étude est destinée à calculer les valeurs d'isolement aux bruits d'impact nécessaires pour assurer un confort acoustique satisfaisant dans le local de réception, compte tenu des activités prévues et des machines et matériels qui y seront utilisés.

Article 4

Le niveau de pression acoustique normalisé du bruit engendré dans les bibliothèques, centres de documentation et d'information, locaux médicaux et salles de repos par un équipement du bâtiment ne doit pas dépasser 33 dB(A) et l'équipement fonctionne de manière continue et 38 dB(A) s'il fonctionne de manière intermittente.

Ces niveaux sont portés à 38 dB(A) et 43 dB(A) respectivement pour tous les autres locaux de réception visés à l'article 2.

Article 5

L'isolement acoustique des locaux de réception cités dans l'article 2 vis-à-vis des bruits des transports terrestres est le même que celui imposé aux bâtiments d'habitation.

Dans les zones définies par le plan d'exposition au bruit des aéroports, au sens de l'article 147-3 du code de l'urbanisme, l'isolement acoustique normalisé des locaux de réception visés à l'article 2 est le suivant :

- en zone A : 47 dB(A) ;
- en zone B : 40 dB(A) ;
- en zone C : 35 dB(A).

L'isolement acoustique visé dans le présent article s'entend pour un bruit rose limité aux octaves centrées sur 125, 250, 500, 1 000, 2 000 et 4 000 Hz.

Article 6

Les valeurs des durées de réverbération à respecter dans les locaux meublés non occupés sont données dans le tableau suivant. Elles correspondent à la moyenne arithmétique des durées de réverbération dans les intervalles d'octaves centrées sur 500, 1 000 et 2 000 Hz.

LOCALS MEUBLES NON OCCUPÉS	DURÉE DE RÉVERBÉRATION moyenne en secondes dans les intervalles d'octaves centrées sur 500, 1 000 et 2 000 Hz
Salle de repos des écoles maternelles ; salle d'exercices des écoles maternelles ; salle de jeux des écoles maternelles	0,4 < T ≤ 0,8 s
Local d'enseignement, de musique, d'études, d'activités pratiques, salle à manger et salle polyvalente de volume > 250 m ³	0,8 < T ≤ 1,2 s
Local médical ou social, infirmerie, santaires, administration, foyer, salle de réunion, bibliothèque, centre de documentation	0,8 < T ≤ 1,2 s
Local d'enseignement, de musique, d'études ou d'activités pratiques, d'un volume > 250 m ³	0,8 < T ≤ 1,2 s
Salle à manger et salle polyvalente > 250 m ³	0,8 < T ≤ 1,2 s
Salle de sport	Définie dans l'annexe relative à la limitation du bruit dans les établissements de loisirs et de sports par application de l'article L111-11-1 du code de la construction et de l'habitation.

(1) L'unité particulière est destinée à définir le traitement acoustique de la salle permettant d'avoir une bonne intelligibilité en tout point de la salle.

Dans les circulations, halls et préaux, l'aire d'absorption équivalente moyenne dans les intervalles d'octaves centrées sur 500, 1 000 et 2 000 Hz doit être supérieure ou égale aux deux tiers de la surface au sol du local considéré.

Article 7

Les ateliers bruyants sont caractérisés par un niveau de pression acoustique équivalent pondéré A , défini par la norme NF S 31-084, supérieur à 85 dB(A) au sens de l'article R 235-11 du code du travail.

Ils doivent faire l'objet d'une étude particulière destinée à prévoir les aménagements nécessaires pour réduire la réverbération du bruit sur les parois des locaux.

Article 8

Les limites énoncées dans les articles 2 à 5 s'entendent pour des locaux ayant une durée de réverbération de référence de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

Les mesures sont effectuées conformément à la norme NF S 31-037.

Article 9

Le présent arrêté entrera en vigueur un an après la date de sa publication au Journal officiel de la République française.

Journal officiel du 28 juin 1996

Arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit

NOR : ENV960185A

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'industrie, le ministre de l'environnement, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué au logement et le secrétaire d'Etat aux transports, Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-1 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R 111-1, R 111-3-1, R 123-19, R 123-24, R 311-10, R 311-10-2, R 410-13 ;

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment son article 13 ;

Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles 3, 4 et 7 ;

Vu le décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres ;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1978 relatif à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation contre les bruits de l'espace extérieur ;

Vu l'arrêté du 24 mars 1982 relatif à l'aération des logements ;

Vu l'arrêté du 28 octobre 1994 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation, et notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du 23 octobre 1994 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique, et notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières,

Article 1

Art. 1^{er} - Cet arrêté a pour objet, en application des dispositions du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé :

- de déterminer, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transports terrestres recensées ;
- de fixer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit visés de part et d'autre de ces infrastructures ;
- de fixer les modalités de mesure des niveaux sonores de référence et les paramètres qui doivent respecter les méthodes de calcul prévisionnelles ;
- de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments d'habitation à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des façades des pièces principales et cuisines contre les bruits des transports terrestres, en fonction des critères prévus à l'article 7 du décret susvisé.

TITRE I^{er}

CLASSEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES PAR LE PREFET

Art. 2 - Les niveaux sonores de référence, qui permettent de classer les infrastructures de transports terrestres recensées et de déterminer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit, sont :

- pour la période diurne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A , pendant la période de 6 heures à 22 heures, noté $L_{p,n}$ (6 heures-22 heures), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée ;
- pour la période nocturne, le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A , pendant la période de 22 heures à 6 heures, noté $L_{p,n}$ (22 heures-6 heures), correspondant à la contribution sonore de l'infrastructure considérée.

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « Cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de cinq mètres au-dessus du plan de roulement et :

- à deux mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les « rues en U » ;

- à une distance de l'infrastructure (*) de dix mètres, augmentée de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les usages ouverts, afin d'être équivalents à un niveau de façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rues en U et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment.

Art. 3 - Les niveaux sonores de référence visés à l'article précédent sont évalués :

- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic ne peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB(A), par calcul ou mesures sur site à partir d'hypothèses de trafic correspondant aux conditions de circulation moyennes représentatives de l'ensemble de l'année ;
- pour les infrastructures en service, dont la croissance prévisible ou possible du trafic peut conduire à modifier le niveau sonore de plus de 3 dB(A), par calcul à partir d'hypothèses de trafic correspondant à la situation à terme ;
- pour les infrastructures en projet, qui ont donné lieu à l'une des mesures prévues à l'article 1^{er} du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995, par calcul à partir des hypothèses de trafic retenues dans les études d'impact ou les études préliminaires à l'une de ces mesures.

Les calculs sont réalisés conformément à la norme NF S 31-130, en considérant un sol réfléchissant, un angle de vue de 180°, un profil en travers au niveau du terrain naturel, un type d'écoulement du fluide ou pulvé, et sans prendre en compte les obstacles situés le long de l'infrastructure. En l'absence de données de trafic, des valeurs forfaitaires par files de circulation peuvent être utilisées. Les mesures sont réalisées, le cas échéant, conformément aux normes NF S 31-088 « Mesurage du bruit dû au trafic ferroviaire en vue de sa caractérisation » et NF S 31-130, annexe B, pour le bruit continu, aux points de référence, dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus.

Art. 4 - Le classement des infrastructures de transports terrestres et la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure sont définies en fonction des niveaux sonores de référence, dans le tableau suivant :

NIVEAU sonore de référence $L_{p,n}$ (6 h-22 h) en dB(A)	NIVEAU sonore de référence $L_{p,n}$ (22 h-6 h) en dB(A)	CATÉGORIE de l'infrastructure	LAGEUR MAXIMAL des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure (1)
$L > 81$	$L > 76$	1	4 > 300 m
$76 < L \leq 81$	$71 < L \leq 76$	2	4 > 250 m
$71 < L \leq 76$	$66 < L \leq 71$	3	4 > 100 m
$66 < L \leq 71$	$61 < L \leq 66$	4	4 > 30 m
$61 < L \leq 66$	$56 < L \leq 61$	5	4 > 10 m

(1) Cette largeur correspond à la distance définie à l'article 2 comprise de part et d'autre de l'infrastructure.

Si sur un tronçon de l'infrastructure de transports terrestres il existe une protection acoustique par couverture ou tunnel, il n'y a pas lieu de classer le tronçon considéré.

Si les niveaux sonores de référence évalués pour chaque période diurne et nocturne conduisent à classer une infrastructure ou un tronçon d'infrastructure de transports terrestres dans deux catégories différentes, l'infrastructure est classée dans la catégorie la plus bruyante.

TITRE II

DÉTERMINATION DE L'ISOLEMENT ACOUSTIQUE MINIMAL DES BÂTIMENTS D'HABITATION CONTRE LES BRUITS DES TRANSPORTS TERRESTRES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE DU BÂTIMENT

Art. 5 - En application du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 susvisé, les pièces principales et cuisines des logements dans les bâtiments d'habitation à construire dans le secteur de nuisance d'une ou plusieurs infrastructures de transports terrestres doivent présenter un isolement acoustique minimal contre les bruits extérieurs.

Cet isolement est déterminé de manière forfaitaire par une méthode simplifiée dont les modalités sont définies à l'article 6 ci-après.

Toutefois, le maître d'ouvrage du bâtiment à construire peut réduire la valeur de l'isolement d'une évaluation plus précise des niveaux sonores en façade, s'il souhaite prendre en compte des données urbanistiques et topographiques particulières, l'implantation de

Article 10

Le directeur général des collectivités locales, le directeur des écoles, le directeur des lycées et collèges, le directeur général de l'enseignement supérieur, le directeur de la prévention des pollutions et des risques, le directeur de l'habitat et de la construction sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française. Fait à Paris, le 9 janvier 1995.

Le ministre de l'environnement,
MICHEL BARNIER

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire,
CHARLES PASQUA

Le ministre de l'éducation nationale,
FRANÇOIS BAYLEU

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche,
FRANÇOIS PILLOH

Le ministre du logement,
RENAUD CHARRATTE

la construction dans le site, et, le cas échéant, l'influence des conditions météorologiques locales. Cette évaluation est faite sous la responsabilité selon les modalités fixées à l'article 7 du présent arrêté.

Art. 6 - Selon la méthode forfaitaire, la valeur d'isolement acoustique minimal des pièces principales et cuisines des logements contre les bruits extérieurs est déterminée de la façon suivante.

On distingue deux situations, celle où le bâtiment est construit dans une rue en U, celle où le bâtiment est construit en tissu ouvert.

A. - Dans les rues en U

Le tableau suivant donne la valeur de l'isolement minimal en fonction de la catégorie de l'infrastructure, pour les pièces directement exposées au bruit des transports terrestres :

CATÉGORIE	ISOLEMENT MINIMAL $R_{p,n}$
1	45 dB(A)
2	42 dB(A)
3	38 dB(A)
4	35 dB(A)
5	30 dB(A)

B. - En tissu ouvert

Le tableau suivant donne, par catégorie d'infrastructure, la valeur de l'isolement minimal des pièces en fonction de la distance entre le bâtiment à construire et :

- pour les infrastructures routières, le bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, le bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

distance (2)	0	10	15	20	25	30	40	50	65	80	100	125	160	200	250	300
1	45	45	44	43	42	41	40	39	38	37	36	35	34	33	32	31
2	42	42	41	40	39	38	37	36	35	34	33	32	31	30		
3	38	38	37	36	35	34	33	32	31	30						
4	35	35	34	33	32	31	30									
5	30															

Les valeurs du tableau tiennent compte de l'influence de conditions météorologiques standards. Elles peuvent être diminuées de façon à prendre en compte l'orientation de la façade par rapport à l'infrastructure, la présence d'obstacles tels qu'un écran ou un bâtiment entre l'infrastructure et la façade pour laquelle on cherche à déterminer l'isolement, conformément aux indications du tableau suivant :

SITUATION	DESCRIPTION	CORRECTION
Façade en vue directe.	Depuis la façade, on voit directement la totalité de l'infrastructure, sans obstacles qui la masquent.	Pas de correction
Façade protégée ou partiellement protégée par des bâtiments.	Il existe, entre la façade concernée et la source de bruit (l'infrastructure), des bâtiments qui masquent le bruit : - en partie seulement (le bruit peut se propager par des trouées assez larges entre les bâtiments) ; - en formant une protection presque complète, ne laissant que de rares trouées pour la propagation du bruit.	- 3 dB(A) - 6 dB(A)
Portion de façade masquée (1) par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel.	La portion de façade est protégée par un écran de hauteur comprise entre 2 et 4 mètres : - à une distance inférieure à 150 mètres ; - à une distance supérieure à 150 mètres.	- 6 dB(A) - 3 dB(A)
	La portion de façade est protégée par un écran de hauteur supérieure à 4 mètres : - à une distance inférieure à 150 mètres ; - à une distance supérieure à 150 mètres.	- 9 dB(A) - 6 dB(A)
Façade en vue directe d'un bâtiment.	La façade bénéficie de la protection du bâtiment lui-même : - façade latérale (2) ; - façade arrière.	- 3 dB(A) - 9 dB(A)

(1) Une portion de façade est dite masquée par un écran lorsqu'on ne voit pas l'infrastructure depuis cette portion de façade.
(2) Dans le cas d'une façade latérale d'un bâtiment protégé par un écran, une butte de terre ou un obstacle naturel, on peut cumuler les corrections correspondantes.

DÉPARTEMENTS	CANTONS	ZONES	DÉPARTEMENTS	CANTONS	ZONES
Aisne	Aiguillon	E 2	Aisne	Beuvry de Poisy	E 1
	Aire	E 2		Poissy tous cantons	E 1
	Albertville (tous cantons)	E 2		Saint Georges les Baigneaux	E 2
	Beaufort	E 2		Saint Germain les Trois Clochers	E 2
	Beauvais	E 2		Les Trois-Moutiers	E 2
	La Chapelle	E 2		Yverville	E 2
	Le Châtelet	E 2		Autres cantons	E 2
	Grisy-sur-Isère	E 2	Vienne (Haute-)	Châlus	E 3
	Maisons	E 2		Le Dorat	E 3
	La Rochette	E 2		Magnac-Laval	E 3
	Saint-Jean-de-Maurienne	E 1		Mézières-sur-Isère	E 3
	Alby-sur-Chirac	E 1		Oradour-sur-Vayres	E 3
	Fragny	E 3		Rochefort	E 3
	Seynod	E 3		Saint-Junien (tous cantons)	E 3
	Seyssel	E 3		Saint-Mathieu	E 3
	Autres cantons	E 2		Saint-Sulpice-les-Feuilles	E 3
				Autres cantons	E 3
Savoie (Haute-)	Chamonix-Mont-Blanc	E 1	Vosges	Tous cantons	E 2
	Saint-Gervais-les-Bains	E 1	Yonne	Briençon-sur-Armançon	E 2
	Alby-sur-Chirac	E 1		Cerciers	E 2
	Fragny	E 3		Cherry	E 2
	Seynod	E 3		Fligny-la-Chapelle	E 2
	Seyssel	E 3		Joigny	E 2
	Autres cantons	E 2		Migennes	E 2
Seine (Paris)	Paris	E 2		Port-sur-Yonne	E 2
				Saint-Florentin	E 2
				Saint-Julien-du-Sault	E 2
				Saligny	E 2
				Sens (tous cantons)	E 2
				Sergines	E 2
Seine-Maritime	Tous cantons	E 1		Villeneuve-l'Archevêque	E 2
				Villeneuve-sur-Yonne	E 2
				Autres cantons	E 3
			Territoire de Belfort	Tous cantons	E 2
Yvelines	Braye-sur-Boutonne	E 2	Essonne	Tous cantons	E 2
	Châtellerauld (tous cantons)	E 2			
	Lezay	E 3			
	Melle	E 3			
	Saint-Vaast	E 3			
	Autres cantons	E 2			
Sèvres (Deux-)	Tous cantons	E 1			
Somme	Tous cantons	E 3			
Tarn	Tous cantons	E 3			
Tarn-et-Garonne	Tous cantons	E 3			
Var	Comps-sur-Artois	E 3			
	Autres cantons	E 4			
Vaucluse	Malacorn	E 3			
	Memoirion	E 3			
	Sault	E 3			
	Autres cantons	E 4			
Vendée	Tous cantons	E 2			
Vienne	Châtellerauld (tous cantons)	E 2			
	Leclerc	E 2			
	Loudun	E 2			
	Lusignan	E 2			
	Mureaux	E 2			
	Moncontour	E 2			
	Mont-sur-Guesnes	E 2			

Direction
Départementale
de l'Équipement

Marne

Service de l'Aménagement

Bureau aménagement

43, Bd Anatole France
51022 CHALONS EN CHAMPAGNE Cedex

CARTOGRAPHIE SONORE
DES INFRASTRUCTURES
DE TRANSPORTS
TERRESTRES DE LA MARNE

AUTOROUTES A4, A26,
A34 (+ PROJET) ET
COURTOURNEMENT SUD DE REIMS (PROJET)

LEGENDE

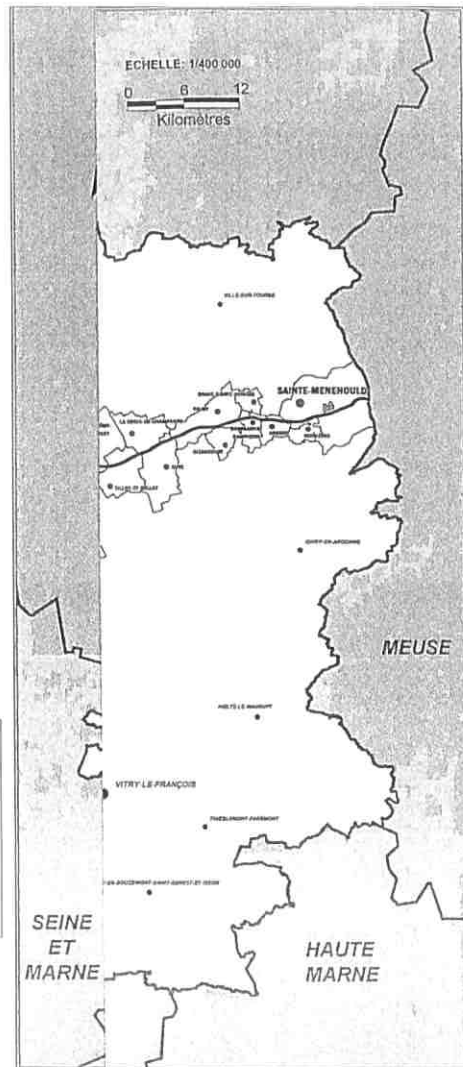
communes concernées par le secteur
réglementé

classification des catégories d'infrastructure			
Catégorie de classification	Long. 200m jour	Long. 200m nuit	Largeur maxi du secteur réglementé *
1	L < 4100(A)	L < 7500(A)	300 m
2	7500 < L < 10000(A)	7500 < L < 10000(A)	200 m
3	10000 < L < 15000(A)	10000 < L < 15000(A)	100 m
4	15000 < L < 20000(A)	15000 < L < 20000(A)	50 m
5	20000 < L < 25000(A)	20000 < L < 25000(A)	10 m

* de part et d'autre de la voie

Cette carte est indicative, seul fait foi le texte de l'arrêté
préfectoral

SAE / BA, le 22/11/1999
Sources: © IGN, © CARTO © / SAE
classement/trafic/autoroute





Direction
Départementale
de l'Équipement

Marne

Service de l'Aménagement

Bureau aménagement

40, Bd Anatole France
51022 CHALONS EN CHAMPAGNE Cedex

CARTOGRAPHIE SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES DE LA MARNE

AUTOROUTES A4, A26,
A34 (+ PROJET) ET
CONTOURNEMENT SUD DE REIMS (PROJET)

LEGENDE

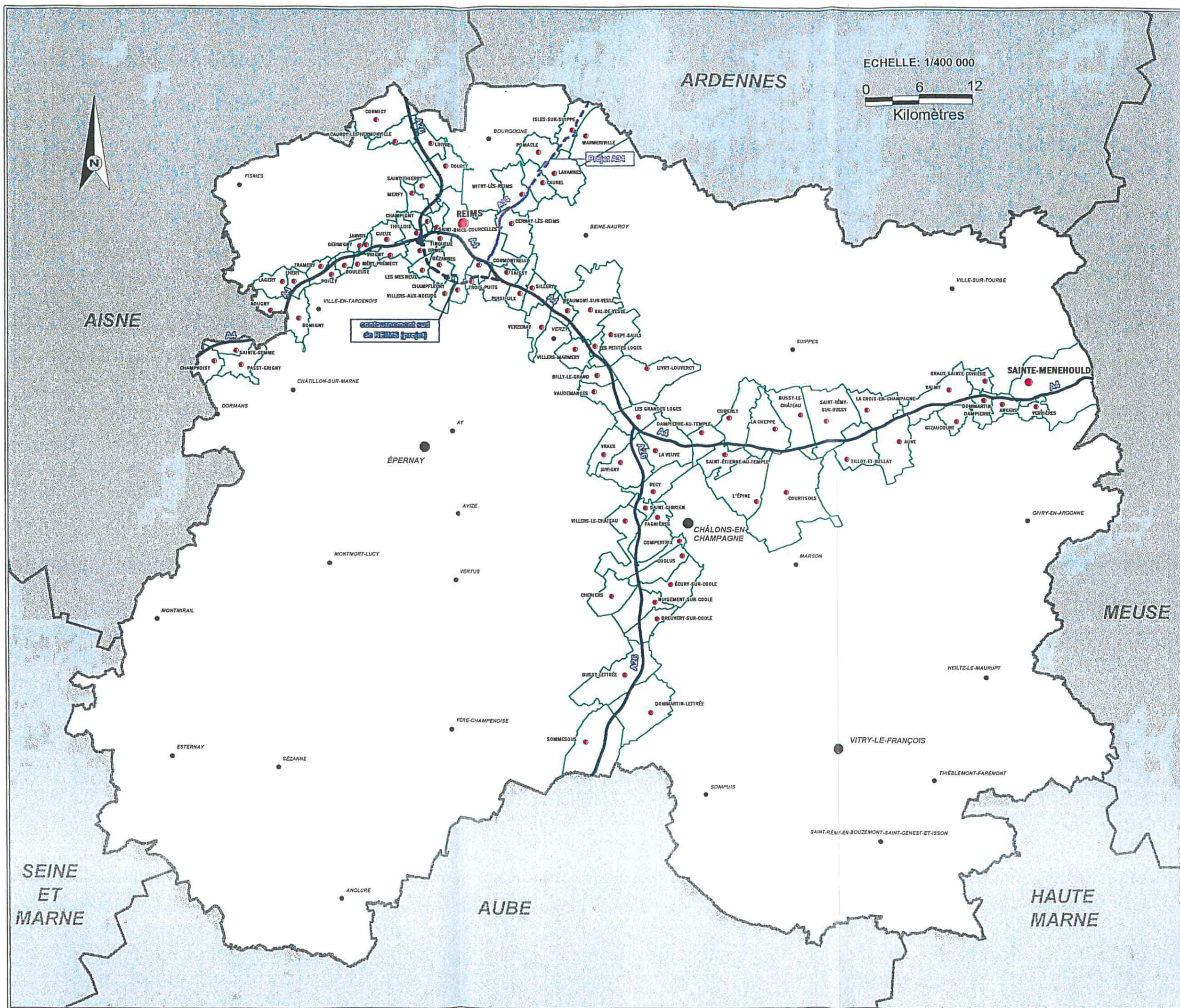
communes concernées par le secteur réglementé

classification des catégories d'infrastructure

Catégorie de classement	Laeq 6h/22h jour	Laeq 22h/6h nuit	Largeur maxi du secteur réglementé *
1	$L > 81 \text{ dB(A)}$	$L > 76 \text{ dB(A)}$	300 m
2	$76 < L \leq 81 \text{ dB(A)}$	$71 < L \leq 76 \text{ dB(A)}$	250 m
3	$70 < L \leq 76 \text{ dB(A)}$	$65 < L \leq 71 \text{ dB(A)}$	100 m
4	$65 < L \leq 70 \text{ dB(A)}$	$60 < L \leq 65 \text{ dB(A)}$	30 m
5	$60 < L \leq 65 \text{ dB(A)}$	$55 < L \leq 60 \text{ dB(A)}$	10 m

* de part et d'autre de la voie

Cette carte est indicative, seul fait foi le texte de l'arrêté préfectoral.



24 JUIL. 2001

**Arrêté préfectoral
réglementant le bruit aux abords du tracé des voies ferrées**

**Le préfet
de la région Champagne-Ardenne,
préfet du département de la Marne,
Chevalier de la légion d'honneur**

Vu

- le code de l'environnement et notamment l'article L 571-10,
- le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,
- la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment l'article 14,
- le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements,
- le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,
- l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,
- l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,
- l'avis du comité de pilotage réuni le 2 juillet 1999,
- l'avis des communes suite à leur consultation en date du 15 décembre 1999.

ARRETE

Article 1.

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Marne aux abords du tracé des voies ferrées mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur les plans joints en annexe.

Article 2.

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons de voies ferrées mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons.

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
		Débutant	Finissant			
Ligne SNCF de Noisy-le-Sec à Strasbourg n° 70.000	Ablancourt Athis Aulnay-sur-Marne Ay Bignicourt-sur-Saulx Bisseuil Blazy Blesme Boursault Châlons-en-Champagne Châtillon-sur-Marne Cheppes-la-Prairie Chepy Cherville Chouilly Compertrix Coolus Courthézy Damery Domprémy Domans Drouilly Ecury-sur-Coole Epemay Etrepy Fagnières Favresse Glannes Haussignémont Jalons Lolay-sur-Marne Luxémont-et-Villette Magenta Mairy-sur-Marne Mardeuil Maréuil-le-Port Maréuil-sur-Ay Marolles Matouques Moncetz-Longevas Oeuilly Oiry Pargny-sur-Saulx Pivot Pringy Recy Reims-la-Brûlée Reuil St Germain-la-Ville St-Gibien St-Lumier-la-Populeuse St-Martin-aux-Champs Sarry Sermailze-les-Bains	Limite avec le département de l'Aisne au km 111,739	Limite avec le département de la Meuse au km 231,893	1	300 m	Tissu ouvert

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
		Débutant	Finissant			
	Sogny-aux-Moulins Songy Soulanges Togny-aux-Boeufs Tours-sur-Marne Troissey Vauciennes Verneuil Vésigneul-sur-Marne Vincelles Vitry-en-Perthois Vitry-la-Ville Vitry-le-François					
Ligne SNCF de Blesme-Haussignémont à Chaumont n° 20.000	Blesme Haussignémont Saint-Eulien Saint-Vrain Scrupt Vouillers	Embranchement à Blesme-Haussignémont avec la ligne n° 70.000 de Noisy-le-Sec à Strasbourg au km 217,109	Limite avec le département de la Haute-Marne au km 227,976	2	250 m	Tissu ouvert
Ligne SNCF de Epemay à Reims n° 74.000	Avenay-Val-d'Or Ay Cormontreuil Epemay Fontaine-sur-Ay Germaine Maréuil-sur-Ay Montbré Reims Rilly-la-Montagne Trois-Puits Villers-Allerand	Embranchement à Epemay avec la ligne n° 70.000 de Noisy-le-Sec à Strasbourg au km 142,162	Embranchement à Reims avec la ligne n° 205.000 de Soissons à Givet au km 171,506	3	100 m	Tissu ouvert
Ligne SNCF de Châlons-en-Champagne à Reims-Cérès n° 81.000	Béthény Bouy Châlons-en-Champagne Dampierre-au-Temple Fagnières Juvigny La Veuve Livry-Louvey Mourmelon-le-Petit Prunay Puisieux Recy Reims St-Hilaire-au-Temple St-Léonard St-Martin-sur-le-Pré	Embranchement à Châlons-en-Champagne avec la ligne n° 70.000 de Noisy-le-Sec à Strasbourg au km 169,700	Embranchement à Reims avec la ligne n° 205.000 de Soissons à Givet au km 224,126	2	250 m	Tissu ouvert

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
		Débutant	Finissant			
	Sept-Saulx Sillery Tallay Vadenay Val de Vesle					
Ligne SNCF de Reims à Laon n° 82.000	Bermericourt Betheny Courcy Loivre Reims	Embranchement à Reims avec la ligne n° 205.000 de Soissons à Givet au km 1,342	Limite avec le département de l'Aisne au km 14,903	2	250 m	Tissu ouvert
Ligne SNCF de Soissons à Givet n° 205.000	Reims	Embranchement à Reims avec la ligne n° 74.000 de Epemay à Reims au km 54,814	Embranchement à Reims avec la ligne n° 82.000 de Reims à Laon au km 56,160	1	300 m	Tissu ouvert
Ligne SNCF de Soissons à Givet n° 205.000	Bazancourt Betheny Caurel Isles-sur-Sulpe Lavannes Pomacle Reims Vitry-les-Reims	Embranchement à Reims avec la ligne n° 82.000 de Reims à Laon au km 56,160	Limite avec le département des Ardennes au km 76,010	2	250 m	Tissu ouvert
Projet de ligne TGV-Est. Raccordement de Reims et de St-Hilaire-au-Temple non compris (1)	Aougy Auve Beaumont-sur-Vesle Bezannes Billy-le-Grand Bouleuse Bouy Braux-Saint-Remy Bussy-le-Château Champfleury Champvoisy Châtiries Cuperly Dampierre-au-Temple Dampierre-le-Château Eclairies Germigny Gueux Janvry La Chapelle-Felcourt	Limite avec le département de la Marne	Limite avec le département de la Meuse	1	300 m	Tissu ouvert

Nom de l'infrastructure	Communes concernées	Délimitation du tronçon		Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
		Débutant	Finissant			
	La Chapelle Lagery La Chemin Les Mesneux Les Petites-Loges Lhery Ligny-Loupercy Ludes Mery-Premecy Montbré Ormes Passavant-en-Argonne Poilly Puisieux Rapsecourt Reims St-Hilaire-au-Temple St-Mard-sur-Auve St-Remy-sur-Bussy Ste Gemme Sillery Sivry-Ante Somme-Vesle Taisy Tilloy-et-Bellay Tramery Trois-Puits Vadenay Val-de-Vesle Verzenay Villers-aux-Neuils Villers-en-Argonne Villers-Marmery Vignay					

(1) Les voies de raccordement au réseau existant à Reims et à Châlons-en-Champagne ne font pas l'objet de classement.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus comptée de part et d'autre de la voie ferrée (existante ou en projet) à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Les niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 "Cartographie du bruit en milieu extérieur", à une hauteur de 5 mètres au-dessus du plan de roulement et à une distance de l'infrastructure de 10 mètres, augmentés de 3 dB (A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. Cette distance de 10 mètres est mesurée à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Article 3.

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustique minimum est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4.

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la construction des bâtiments inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2, lorsque la méthode détaillée est utilisée, sont :

Catégorie	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB (A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB (A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Article 5.

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au Recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département et de son affichage dans les mairies des communes concernées. Il fait l'objet d'une mention dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

8

Article 6.

Les communes intéressées par le présent arrêté sont :

Abancourt	Fontaine-sur-Ay	Rilly-la-Montagne
Aougny	Germaine	Saint-Eulien
Athis	Germigny	Saint-Germain-la-Ville
Aulnay-sur-Marne	Glannes	Saint-Gibrien
Auve	Gueux	Saint-Hilaire-au-Temple
Avenay-Val-d'Or	Haussignémont	Saint-Léonard
Ay	Isles-sur-Suippe	Saint-Lumier-la-Populeuse
Bazancourt	Jalons	Saint-Mard-sur-Auve
Beaumont-sur-Vesle	Janvry	Saint-Martin-aux-Champs
Bermercourt	Juvigny	Saint-Martin-sur-le-Pré
Betheny	La Chapelle-Felcourt	Saint-Remy-sur-Bussy
Bezannes	La Chapelle	Saint-Vrain
Bignicourt-sur-Saulx	La Veuve	Sainte-Gemme
Billy-le-Grand	Lagery	Sarry
Bisseuil	Lavannes	Sept-Saulx
Blacy	Le Chemin	Sermaize-les-Bains
Blesme	Les Mesneux	Sillery
Bouleuse	Les Petites Loges	Sivry-Ante
Boursault	Lhery	Sogny-aux-Moulins
Bouy	Ligny-Loupercy	Somme-Vesle
Braux-Saint-Remy	Loisy-sur-Marne	Songy
Bussy-le-Château	Loivre	Soulanges
Caurel	Ludes	Taisy
Châlons-en-Champagne	Luxemont-et-Villotte	Tilloy-et-Bellay
Champfleury	Magenta	Togny-aux-Boeufs
Champvoisy	Mairy-sur-Marne	Tours-sur-Marne
Châtillon-sur-Marne	Mardeuil	Tramery
Chatrices	Mareuil-le-Port	Trois-Puits
Cheppes-la-Prairie	Mareuil-sur-Ay	Troissy
Chepy	Marolles	Vadenay
Cherville	Matougues	Val-de-Vesle
Chouilly	Mery-Premecy	Vauciennes
Compertrix	Moncetz-Longevas	Vermeuil
Coolest	Montbré	Verzenay
Comontreuil	Mourmelon-le-Petit	Vésigneul-sur-Marne
Courcy	Oeuilly	Villers-Allerand
Courthiézy	Oiry	Villers-aux-Neuils
Cuperly	Ormes	Villers-en-Argonne
Damery	Pargny-sur-Saulx	Villers-Marmery
Dampierre-au-Temple	Passavant-en-Argonne	Vincelles
Dampierre-le-Château	Pavot	Vitry-en-Perthois
Dompremy	Plivot	Vitry-la-Ville
Dommans	Poilly	Vitry-le-François
Drouilly	Pomacle	Vouillers
Eclaires	Pringy	Wigny
Ecury-sur-Coole	Puisieux	Witry-les-Reims
Epernay	Rapsecourt	
Etrepy	Rey	
Fagnières	Reims	
Favresse	Reims-la-Brûlée	
	Reuil	

Article 7.

Une copie de cet arrêté doit être affichée à la mairie des communes visées à l'article 6 pendant un mois au minimum.

Article 8.

Le présent arrêté doit être annexé par Mmes et MM. les maires des communes visées à l'article 6 au plan d'occupation des sols.

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 doivent être reportés par Mmes et MM. les maires des communes visées à l'article 6 dans les documents graphiques du plan d'occupation des sols.

Article 9.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Mme la sous-préfète et MM. les sous-préfets des arrondissements de Reims, Epernay, Vitry-le-François, Ste Mennehoult,
- Mmes et MM. les maires des communes visées à l'article 6,
- M. le directeur départemental de l'équipement.

Article 10.

M. le secrétaire général de la préfecture, Mme la sous-préfète et MM. les sous-préfets des arrondissements de Reims, Epernay, Vitry-le-François, Ste Mennehoult, Mmes et MM. les maires des communes visées à l'article 6, et M. le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Annexes :

- 2 cartes représentant la catégorie des infrastructures,
- copie des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,
Directeur de Cabinet,

Guyot COUTIL

(Journal officiel du 10 janvier 1993)

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article L. 147-3 :

Vu le code du travail, et notamment son article R. 235-11 :

Vu l'avis du Conseil national du bruit en date du 31 septembre 1994.

21 septembre 1994,

Arrestent :

Article 1^{er}

Conformément aux dispositions de l'article R. 111-23-2 du code de la construction et de l'habitation, le présent arrêté fixe les seuils de bruit et les exigences techniques applicables aux établissements d'enseignement.

On entend par établissements d'enseignement les écoles maternelles, les écoles élémentaires, les collèges, les lycées, les universités et établissements d'enseignement supérieur, d'enseignement général, technique ou professionnel, publics ou privés.

Vu la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit :

Vu le décret n° 88-523 du 5 mai 1988 relatif aux règles propres à préserver la santé de l'homme contre les bruits de voisinage ;

Vu le décret n° 95-20 du 9 janvier 1995 pris pour l'application de l'article L. 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

Les logements restent soumis à la réglementation concernant les bâtiments à usage d'habitation, au regard de laquelle les autres locaux de l'établissement d'enseignement sont alors considérés comme des locaux d'activités.

Article 2

L'isolement acoustique normalisé au bruit aérien D_{RAT} entre locaux, doit être égal ou supérieur aux valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous.

D_{RAT} exprimé en décibels A vis-à-vis d'un bruit rose à l'émission. Le bruit rose est défini dans la norme NFS 30-101 et couvre les intervalles d'octave centrés sur les fréquences 125, 250, 500, 1 000, 2 000 et 4 000 Hz.

Local
de réception
↓

Article 3

1. Un isolement de 42 dB (A) est admis en cas de ports de communication.

2. A l'exception de la salle d'exercice attachée à la salle de repos.

3. A l'exception de la cuisine ouverte sur la salle à manger.

Article 3

L'isolation des parois horizontales, y compris les revêtements de sol, et des parois verticales doit être telle que le niveau de pression acoustique normalisé $L_{p, \text{RAT}}$ du bruit perçu dans les locaux de réception énumérés dans le tableau de l'article 2 ne dépasse pas 67 décibels (A), lorsque des impacts sont produits sur le sol des locaux normalement accessibles, extérieurs au local de réception considéré, par la machine à choc normalisée décrite dans la norme NFS 31-052.

En outre, une étude spécifique est obligatoire lorsque le local d'émission est une salle de sports ou un atelier confiné à un local de réception quel qu'il soit, sauf s'il s'agit d'un atelier, d'une salle à manger ou d'un local d'activités pratiques. Cette étude est destinée à calculer les valeurs d'isolement aux bruits d'impact nécessaires pour assurer un confort acoustique satisfaisant dans le local de réception, compte tenu des activités prévues et des machines et matériels qui y seront utilisés.

Article 4

Le niveau de pression acoustique normalisé du bruit engendré dans les bibliothèques, centres de documentation et d'information, locaux médicaux et salles de repos par un équipement du bâtiment ne doit pas dépasser 33 dB(A) si l'équipement fonctionne de manière continue et 38 dB(A) s'il fonctionne de manière intermittente.

Ces niveaux sont portés à 38 dB(A) et 43 dB(a) respectivement pour tous les autres locaux de réception visés à l'article 2.

Article 5

L'isolement acoustique des locaux de réception cités dans l'article 2 vis-à-vis des bruits des transports terrestres est le même que celui imposé aux bâtiments d'habitation.

Dans les zones définies par le plan d'exposition au bruit des aéroports, au sens de l'article L. 147-3 du code de l'urbanisme, l'isolement acoustique normalisé des locaux de réception visés à l'article 2 est le suivant :

- en zone A : 47 dB (A) ;
- en zone B : 40 dB (A) ;
- en zone C : 35 dB (A).

L'isolement acoustique visé dans le présent article s'entend pour un bruit rose limité aux octaves centrées sur 125, 250, 500, 1 000, 2 000 et 4 000 Hz.

Article 6

Les valeurs des durées de réverbération à respecter dans les locaux meublés non occupés sont données dans le tableau suivant. Elles correspondent à la moyenne arithmétique des durées de réverbération dans les intervalles d'octave centrés sur 500, 1 000 et 2 000 Hz.

Article 7

Les ateliers bruyants sont caractérisés par un niveau de pression acoustique équivalent pondéré A, défini par la norme NF S 31-034, supérieur à 85 dB (A) au sens de l'article R. 235-11 du code du travail.

Ils doivent faire l'objet d'une étude particulière destinée à prévoir les aménagements nécessaires pour réduire la réverbération du bruit sur les parois des locaux.

Article 8

Les limites énoncées dans les articles 2 à 5 s'entendent pour des locaux ayant une durée de réverbération de référence de 0,5 seconde à toutes les fréquences.

Les mesures sont effectuées conformément à la norme NF S 31-057.

Article 9

Le présent arrêté entrera en vigueur un an après la date de sa publication au *Journal officiel* de la République française.

les établissements de
loisir et de sports pris en
application de l'article
L 111-11-1 du code de la
construction et de l'habita-
tion.

Dans les circulations, halls et préaux, l'air d'absorption équivalente moyenne dans les intervalles d'octave centrés sur 500, 1 000 et 2 000 Hz doit être supérieure ou égale aux deux tiers de la surface au sol du local considéré.

DÉPARTEMENTS	CANTONS	ZONES
	Augusteille	E 2
	Aixe	E 2
	Albertville (tout cantonal)	E 2
	Beaufort	E 2
	Bozel	E 2
	La Chambre	E 2
	Le Châtelard	E 2
	Grévy-Vallière	E 2
	Moûtiers	E 2
	La Rochette	E 2
	Saint-Jean-de-Maurienne	E 2
	Saint-Michel-de-Maurienne	E 2
	Ugine	E 2
	Autres cantons	E 3
Savoie (Haute-)	Chamonix-Mont Blanc	E 1
	Saint-Gervais-les Bains	E 1
	Alby-Val-Châten	E 1
	Frangy	E 3
	Seynod	E 3
	Seyssel	E 3
	Autres cantons	E 2
Seine (Paris)	Paris	E 1
Seine-Maritime	Tout cantons	E 2
Seine-et-Marne	Tout cantons	E 2
Yvelines	Tout cantons	E 3
Sevres (Deux-)	Brion-sur-Boutonne	E 3
	Chef-Boutonne	E 3
	Lezay	E 3
	Melle	E 3
	Sautré-Vauzais	E 3
	Autres cantons	E 2
Somme	Tout cantons	E 1
Tarn	Tout cantons	E 3
Tarn-et-Garonne	Tout cantons	E 3
Var	Comps-sur-Arudy	E 3
	Autres cantons	E 4
Vauchon	Malécot	E 3
	Mormoiron	E 3
	Sault	E 3
	Autres cantons	E 4
Vendée	Tout cantons	E 2
Vienne	Châtellerault (tout cantonal)	E 1
	Lenchole	E 2
	Loudun	E 2
	Lusignat	E 2
	Mirabeau	E 2
	Moncautour	E 2
	Moneston-sur-Mendou	E 2

DÉPARTEMENTS	CANTONS	ZONES
	Neuville-de-Poitou.....	E 2
	Poitiers (tous cantons).....	E 2
	Saint-Georges-les-Ballages.....	E 2
	Saint-Gervais-les-Trois-Cloux.....	E 2
	Las-Trois-Moutiers.....	E 2
	Vouillé.....	E 2
	Autres cantons.....	E 2
Vienne (Isère).....	Châlus.....	E 2
	Le-Dort.....	E 2
	Magnac-Laval.....	E 2
	Mézières-sur-Isère.....	E 2
	Oradour-sur-Vayres.....	E 2
	Rochechouart.....	E 2
	Saint-Junien (tous cantons).....	E 2
	Saint-Mathieu.....	E 2
	Saint-Sulpice-les-Feuilles.....	E 2
	Autres cantons.....	E 2
Vosges.....	Tous cantons.....	E 2
Yonne.....	Brienne-sur-Armançon.....	E 2
	Cerisiers.....	E 2
	Chéroy.....	E 2
	Fligny-la-Chapelle.....	E 2
	Joigny.....	E 2
	Migneville.....	E 2
	Font-sur-Yonne.....	E 2
	Saint-Florantin.....	E 2
	Saint-Julien-de-Sault.....	E 2
	Serigny.....	E 2
	Sens (tous cantons).....	E 2
	Sergines.....	E 2
	Villeneuve-l'Archevêque.....	E 2
	Villeneuve-sur-Yonne.....	E 2
	Autres cantons.....	E 2
Territoire de Belfort.....	Tous cantons.....	E 2
Essonne.....	Tous cantons.....	E 2
Haute-Seine.....	Tous cantons.....	E 2
Seine-Saint-Denis.....	Tous cantons.....	E 2
Val-de-Marne.....	Tous cantons.....	E 2
Val-d'Oise.....	Tous cantons.....	E 2

ANNEXE

La valeur de la température moyenne quotidienne extérieure visée à l'article 9 est de 20 °C, 22 °C, 24 °C et 26 °C, respectivement pour chacune des zones climatiques E1, E2, E3 et E4 définies dans le tableau ci-dessous :

DÉPARTEMENTS	CANTONS	ZONES
Ain	Bellegarde-sur-Valserine	E2
	Brindol	E2
	Colonges	E2
	Frarnay-Voltaire	E2
	Gev	E2
	Hautville-Lomprie	E2
	Ignorant	E2
	Nantua	E1
	Oyonnax (Nord et Sud)	E2
	Autres cantons	E2
Aisne	Tous cantons	E2
Allier	Commentry	E2
	Huriel	E2
	Lapalisse	E2
	Marcillat-en-Combraille	E2
	Le Mayet-de-Montagne	E2
	Montluçon (tous cantons)	E2
	Autres cantons	E2
Alpes-de-Haute-Provence	Allos-Colmars	E1
	Barcelonnette	E1
	Le Lauzet	E1
	Seyne-les-Alpes	E1
	Annot	E2
	Barcelone	E2
	Digne (tous cantons)	E2
	Entrevaux	E2
	La Juvé	E2
	Saint-André-des-Alpes	E2
	Sisteron	E2
	Turriers	E2
	Volonne	E2
	Baron	E2
	Castellane	E2
	Forcalquier	E2
	Les Mées	E2
	Mezcl	E2
	Moustiers-Sainte-Marie	E2
	Noyers-sur-Jabron	E2
	Perrin	E2
	Reilhanne	E2
	Riez	E2
	Saint-Etienne-les-Orpères	E2
	Manoche (tous cantons)	E2
	Valensole	E4
Alpes (Hautes)	Aiguilles-en-Queyras	E1
	L'Argentière-la-Bessée	E1
	Brignion	E1
	La Grave	E1
	Gullette	E1
	Le Monéteau-les-Bains	E1
	Orsières	E1
	Autres cantons	E2
Alpes-Maritimes	Saint-Etienne-de-Tinée	E1
	Guillaumes	E1
	Pugnet-Théniers	E1
	Saint-Martin-Vésubie	E2
	Saint-Sauveur-sur-Tinée	E2
	Cours-les-Bains	E2
	Lantosque	E2
	Roquebillière	E2
	Roquesteron	E2
	Saint-Auban	E2
	Tende	E2
	Villars-sur-Var	E2
	Autres cantons	E4
Ardeche	Cocconero	E1
	Saint-Agnès	E1
	Saint-Etienne-de-Lugdunais	E1
	Annonay	E2
	Arlempuis	E2
	Bumet	E2

DEPARTEMENTS	CANTONS	ZONES
	Lamastre	E 2
	Montpezat-sous-Bauzon	E 2
	Le Chénard	E 2
	Saint-Pierre-Verdun	E 2
	Saint-Félix-en-Rhône	E 2
	Saillères	E 2
	Thueys	E 2
	Valgorge	E 2
	Vernoux	E 2
	Aubenas	E 2
	Chomiers	E 2
	Joyeuse	E 2
	Largentière	E 2
	Pons	E 2
	Saint-Péray	E 2
	Serrières	E 2
	Tecnon-sur-Rhône	E 2
	Valdon-Pont-d'Arc	E 2
	Val-de-Saint	E 2
	Les Vans	E 2
	Le Voulte	E 2
	Villeneuve-de-Berg	E 2
	Bourg-Saint-André	E 2
	Rochemaure	E 2
	Viviers-sur-Rhône	E 2
Ardennes	Tous cantons	E 2
Arège	As-les-Thermes	E 2
	Les Cabannes	E 2
	Castillon	E 2
	Massat	E 2
	Oust	E 2
	Quérigut	E 2
	Tarazon-sur-Arège	E 2
	Viçieux	E 2
	Autres cantons	E 2
Aube	Tous cantons	E 2
Aude	Alaigne	E 2
	Alzonne	E 2
	Arat	E 2
	Béziers	E 2
	Bèze	E 2
	Castelnau-d'Aud	E 2
	Castelnau-d'Aud (tous cantons)	E 2
	Chabrier	E 2
	Cous	E 2
	Fenestres	E 2
	Limoux	E 2
	May Cabardès	E 2
	Olemps	E 2
	Silvanès	E 2
	Sales-sur-Fiers	E 2
	Autres cantons	E 2
Aveyron	Berthol	E 2
	Campagne	E 2
	Cassagne-Bégonnes	E 2
	Entraygues	E 2
	Espejan	E 2
	Estang	E 2
	Lagnols	E 2
	Lézat	E 2
	Mur-de-Barret	E 2
	Port-de-Salars	E 2
	Saint-Amans-des-Cuts	E 2
	Saint-Chély-d'Aubert	E 2
	Saint-Gérons-d'Al	E 2
	Saint-Gervais-sur-Argence	E 2
	Selles-Curan	E 2
	Sévérac-le-Château	E 2
	Vézins-de-Lévezon	E 2
	Autres cantons	E 2
Bouches-du-Rhône	Tous cantons	E 2
Calvados	Tous cantons	E 2
Cantal	Alancha	E 2
	Condé-en-Ferrers	E 2
	Massac	E 2
	Muret	E 2
	Roynès	E 2
	Maurès	E 2
	Autres cantons	E 2

DEPARTEMENTS	CANTONS	ZONES
Charente	Tous cantons	E 3
Charente-Maritime	Aiguillon-le d'Aunis	E 2
	Ars-en-Ré	E 2
	Le Château-d'Oléron	E 2
	Courçon	E 2
	La Jarrie	E 2
	Loudes	E 2
	Marais	E 2
	Rochefort (sous cantons)	E 2
	Saint-Pierre-d'Oléron	E 2
	Saint-Pierre-de-Ré	E 2
	Surfères	E 2
	Tonnay-Boutonne	E 2
	Tonnay-Charente	E 2
	Autres cantons	E 2
Cher	Tous cantons	E 3
Corrèze	Ayen	E 3
	Beaulieu-sur-Dordogne	E 3
	Bayat	E 3
	Brive (sous cantons)	E 3
	Dommeac	E 3
	Juiller	E 3
	Larche	E 3
	Meyszac	E 3
	Autres cantons	E 3
Corse-du-Sud	Tous cantons	E 4
Corse (Haute)	Tous cantons	E 4
Chère-d'Or	Tous cantons	E 1
Côtes-d'Armor	Tous cantons	E 1
Creuse	Tous cantons	E 2
Dordogne	Tous cantons	E 2
Doubs	Tous cantons	E 2
Drôme	La Chapelle-en-Vercors	E 2
	Châillon-en-Diois	E 2
	Luc-en-Diois	E 2
	Grignan	E 4
	Larrie	E 4
	Alaisant	E 4
	Montélimar (1 ^{er} et 2 ^e)	E 4
	Pierrefitte	E 4
	Saint-Paul-Trois-Châteaux	E 4
	Autres cantons	E 3
Eure	Les Andelys	E 2
	Bretteville-sur-Ivon	E 2
	Conches-en-Ouche	E 2
	Cannville	E 2
	Ecos	E 2
	Etrépagne	E 2
	Evreux (sous cantons)	E 2
	Gailion-Campagne	E 2
	Gisors	E 2
	Nonancourt	E 2
	Pacy-sur-Eure	E 2
	Troglès	E 2
	Saint-André-de-l'Eure	E 2
	Vernueil-sur-Avre	E 2
	Vernon (sous cantons)	E 2
	Autres cantons	E 1
Eure-et-Loir	Tous cantons	E 2
Finistère	Tous cantons	E 1
Gard	Alzon	E 2
	Trèves	E 2
	Valdieuville	E 2
	Le Vigan	E 2
	Alais (sous cantons)	E 3
	Anduze	E 3
	Barjès	E 3
	Bessèges	E 3
	Génohac	E 3
	La Grand-Combe	E 3
	Lussac	E 3
	Lédignan	E 3
	Quissac	E 3
	Saint-André	E 3
	Saint-Hippolyte-de-Fort	E 3

DEPARTEMENTS	CANTONS	ZONES
	Saint-Armand Longpre	E2
	Savigny-sur-Braye	E2
	Selommes	E2
	Vendôme 1 et 2	E2
	Autres cantons	E2
Loire	Charlevv	E3
	La Pacaudière	E3
	Plissais	E3
	Ferret	E3
	Rive-de-Gier	E3
	Roanne (tous cantons)	E3
	Saint-Haon-le-Châtel	E3
	Autres cantons	E3
Loire (Haut-)	Alzais	E1
	Cayres	E1
	La Chaise-Dieu	E1
	Fay-en-Lignon	E1
	Loudun	E1
	Le Monastier-sur-Gazelle	E1
	Penais	E1
	Pradelle	E1
	Saugues	E1
	Autres cantons	E1
Loire-Atlantique	Tous cantons	E2
Loiret	Tous cantons	E2
Lot	Latouquière	E2
	Soucyre	E2
	Autres cantons	E2
Lot-et-Garonne	Tous cantons	E2
Lozère	Aumont-Audoubert	E2
	Le Bymard	E2
	Châteauval-de-Randon	E2
	Fournels	E2
	Grandrieu	E2
	Langogne	E2
	Le Mazille	E2
	Nabinal	E2
	Saint-Alban-sur-Limagnole	E2
	Saint-Chaly-d'Apcher	E2
	Autres cantons	E2
Maine-et-Loire	Tous cantons	E2
Manche	Tous cantons	E2
Marne	Tous cantons	E2
Marne (Haut-)	Tous cantons	E2
Mayenne	Tous cantons	E2
Meurthe-et-Moselle	Tous cantons	E2
Meuse	Tous cantons	E2
Morbihan	Tous cantons	E2
Moselle	Tous cantons	E2
Nievre	Château-Chalon	E2
	Luzv	E2
	Montzache	E2
	Moulines-Engilbert	E2
	Autres cantons	E2
Nord	Tous cantons	E2
Oise	Tous cantons	E2
Orne	Argentan (tous cantons)	E1
	Athis-de-l'Orne	E1
	Briouze	E1
	Damfron	E1
	Ecouchv	E1
	Ermes	E1
	La Fertv-Francel	E1
	La Fertv-Macé	E1
	Flers (tout cantonal)	E1
	Gardv	E1
	Juvigny-sous-Andaine	E1
	La Marévaillv	E1
	Messai	E1
	Mortrée	E1
	Passezai-la-Canception	E1
	Pesanges-Fort-Ecrepin	E1
	Titcheray	E1
	Trun	E1
	Vennoisv	E1
	Autres cantons	E1



Direction
Départementale
de l'Équipement

Marne

Service de l'Aménagement

Bureau aménagement

40, Bd Anatole France
51022 CHALONS EN CHAMPAGNE Cedex

CARTOGRAPHIE SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS TERRESTRES DE LA MARNE

RESEAU FERRE SNCF

Planche 1/2

LEGENDE

communes concernées par le secteur réglementé

classification des catégories d'infrastructure

Catégorie de classement	Laeq 6h/22h jour	Laeq 22h/6h nuit	Largeur maxi du secteur réglementé *
1	L>81dB(A)	L>76dB(A)	300 m
2	76<L<=81dB(A)	71<L<=76dB(A)	250 m
3	70<L<=76dB(A)	65<L<=71dB(A)	100 m
4	65<L<=70dB(A)	60<L<=65dB(A)	30 m
5	60<L<=65dB(A)	55<L<=60dB(A)	10 m

* de part et d'autre de la voie

Cette carte est indicative, seul fait foi le texte de l'arrêté préfectoral.

